

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur l'établissement en Belgique par cette organisation d'un bureau de liaison auprès des institutions de l'Union européenne, avec Annexe, faits à Paris le 3 juillet 2013

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1er

L'accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur l'établissement en Belgique par cette organisation d'un Bureau de liaison auprès des institutions de l'Union européenne, avec Annexe, faits à Paris le 3 juillet 2013, sortira son plein et entier effet.

Article 2

Le présent décret produit ses effets le 3 juillet 2013.

Namur, le

**Pour le Gouvernement wallon
Le Ministre-Président,**



Elio DI RUPO

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur l'établissement en Belgique par cette organisation d'un bureau de liaison auprès des institutions de l'Union européenne, avec Annexe, faits à Paris le 3 juillet 2013

EXPOSE DES MOTIFS

A. Contexte et objet de l'Accord

Le projet de décret d'assentiment a pour objet de permettre la ratification de l'Accord entre la Belgique et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur l'établissement en Belgique par cette organisation d'un Bureau de liaison auprès des institutions de l'Union européenne, en particulier la Commission européenne et le Parlement européen, dans les domaines de compétence de l'Organisation.

L'UNESCO est une institution spécialisée des Nations unies créée le 16 novembre 1945. Elle a pour objectif selon son acte constitutif « de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations unies reconnaît à tous les peuples ». Elle compte actuellement 193 membres et 11 membres associés.

En 2010, l'UNESCO informait les autorités belges de son intention d'ouvrir un Bureau de liaison à Bruxelles auprès des institutions européennes.

L'UNESCO étant une organisation spécialisée des Nations unies, le statut en Belgique de son Bureau de liaison est réglé, dès le moment où celui-ci devient opérationnel, par la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations unies du 21 novembre 1947. Néanmoins, la Belgique conclut avec chaque organisation spécialisée des Nations unies ayant l'intention d'établir en Belgique une représentation un accord bilatéral additionnel à la Convention de 1947, dans lequel sont réglées certaines matières non couvertes par la Convention de 1947.

Un régime de privilèges et immunités vise à garantir l'exercice autonome des fonctions de certaines catégories d'entités (Etats étrangers, organisations internationales) ou de personnes (personnel diplomatique et consulaire, délégations officielles).

Avec Bruxelles comme important centre diplomatique, la Belgique accueille de nombreuses organisations internationales et donc des personnes disposant d'un statut particulier, comme c'est également le cas pour le Bureau de liaison de l'UNESCO.

L'accord bilatéral entre la Belgique et l'UNESCO signé à Paris le 3 juillet 2013, vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités qui n'avaient pas été prévus par la Convention de 1947 et qui sont accordés par la Belgique au Bureau de liaison de l'UNESCO afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

B. Contenu de l'Accord

L'article 1^{er} accorde le statut diplomatique au Chef du Bureau.

L'article 2 accorde aux fonctionnaires de l'UNESCO affectés au Bureau l'exonération de tout impôt sur les traitements, émoluments et indemnités qui leur sont versées par l'UNESCO.

L'article 3 accorde aux fonctionnaires de l'UNESCO affectés au Bureau une franchise de première installation.

Etant donné que l'Accord est un accord de siège avec une organisation internationale liant la Belgique sur le plan international, la mention des obligations qui découlent pour la Belgique des dispositions des traités concernant l'Union européenne et de l'application des dispositions légales et réglementaires, se justifie par le principe général selon lequel l'Etat ne peut prendre de nouveaux engagements internationaux qui seraient contraires à ses obligations internationales existantes. Dans le cas présent, ceci signifie que l'exemption en question ne peut être accordée que dans les conditions et limites fixées en application des dispositions des règlements et directives communautaires et des lois ayant transposé ces dispositions en droit belge ainsi que dans le respect de la législation belge. Par exemple, l'exonération de droits d'importation n'ouvre pas le droit d'importer des biens qui seraient sous embargo ou prohibés.

Ainsi, sur la base de l'article 151 §1b de la directive 2006/112/CE du 28 novembre 2006, l'exonération est octroyée par les Etats membres, sans préjudice d'autres dispositions communautaires, dans les conditions qu'ils fixent en vue d'assurer l'application correcte et simple des exonérations et de prévenir toute fraude, évasion et abus éventuels, pour les livraisons de biens destinées aux membres des organismes internationaux reconnus comme tels par les autorités publiques du pays d'accueil, dans les limites et conditions fixées par les accords de siège.

Il convient par ailleurs de noter que l'habilitation du Ministre des Finances correspond à l'article 42§3 du code TVA, notamment le dernier alinéa, selon lequel le Ministre des Finances fixe les limites et conditions de l'application des exemptions accordées en vertu d'une convention internationale, ainsi qu'aux articles 19.3 à 19.8 de la loi du 18 juillet 1977 « douanes et accises », notamment l'article 19.8 §2.

Ces limites et conditions visent tant la nature (limites fixées en fonction de l'objectif d'une telle exonération, à savoir faciliter l'installation et l'organisation de son personnel) que la quantité raisonnable de biens concernés, la destination à l'usage personnel du bénéficiaire et l'utilisation effective des biens pour l'installation en Belgique, mais aussi les modalités d'octroi d'une telle exemption afin d'éviter toute fraude ou abus. L'habilitation donnée au Ministre des Finances ne concerne dès lors que l'application de l'exemption accordée en vertu de l'article 3, et n'est par conséquent nullement en contradiction avec les articles 170 et 172 de la Constitution. Elle n'implique en aucune façon que le gouvernement puisse unilatéralement modifier les privilèges fiscaux accordés dans l'accord de siège. Une telle modification ne peut être effectuée que par un nouvel accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation modifiant le présent accord de siège.

L'article 4 stipule que le Bureau et son personnel se conforment à la législation en vigueur relative à l'utilisation des véhicules.

L'article 5 stipule que le Gouvernement belge facilite l'entrée en Belgique, le séjour sur son territoire et le départ du pays des personnes invitées par le Bureau à des fins officielles.

L'article 6 stipule que les fonctionnaires de l'UNESCO affectés au Bureau optent soit pour l'affiliation aux régimes de sécurité sociale applicables aux fonctionnaires du siège de l'UNESCO selon les règles de ces régimes, soit pour l'affiliation au régime belge de sécurité sociale des travailleurs salariés. L'annexe à l'Accord de siège, qui fait intégralement partie de l'Accord, précise la portée de cet article.

L'article 7 stipule que les dispositions de l'Accord ne portent pas préjudice aux dispositions de la Convention de 1947.

L'article 8 traite de l'entrée en vigueur de l'Accord.

C. Nature de l'Accord sur le plan interne

Dans son avis (fédéral) n° 59.564/VR du 5 juillet 2016, le Conseil d'Etat a estimé qu'il s'agissait d'un accord mixte.

Lors de sa réunion du 19 septembre 2017, le Groupe de travail « Traités mixtes » (G.T.T.M) a ensuite établi le caractère mixte du présent accord. Tant l'autorité fédérale que la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission Communautaire Commune sont déclarées compétentes.

D. Commentaires des articles du décret d'assentiment

Article 1er

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Article 2

Cet article stipule que, conformément à l'article 8, 2^{ème} alinéa de l'Accord, le décret produira ses effets le 3 juillet 2013, c'est-à-dire à la date de signature de l'accord.

L'application rétroactive de l'Accord à la date de sa signature, soit le 3 juillet 2013, doit permettre au Chef du Bureau de liaison et aux autres membres du personnel du Bureau de bénéficier des privilèges et immunités propres à leur statut, dès le jour de la signature de l'Accord. L'application avec effet rétroactif ne signifie pas que l'Accord entrera en vigueur avec effet rétroactif sur le plan international. L'article en question prévoit uniquement que les dispositions de l'Accord peuvent, après son entrée en vigueur sur le plan international, être appliquée avec effet rétroactif à partir de la date de sa signature.

Cet article trouve sa justification dans le principe repris au préambule de la Convention du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations unies et par analogie avec le prescrit au préambule de la Convention de Vienne du 18 avril 1961, selon lequel les privilèges et immunités accordés sont nécessaires pour le bon fonctionnement du Bureau de liaison de l'UNESCO en Belgique. En laissant rétroagir l'application des privilèges et immunités, le bon fonctionnement et l'indépendance du Bureau de liaison de l'UNESCO peuvent être assurés aussi pendant la période entre la signature et l'entrée en vigueur de l'Accord.



ACCORD

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,
LA SCIENCE ET LA CULTURE

SUR

L'ETABLISSEMENT EN BELGIQUE PAR CETTE ORGANISATION
D'UN BUREAU DE LIAISON
AUPRÈS DES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

AB

fr

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,
LA SCIENCE ET LA CULTURE
SUR
L'ETABLISSEMENT EN BELGIQUE PAR CETTE ORGANISATION
D'UN BUREAU DE LIAISON
AUPRÈS DES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

LE ROYAUME DE BELGIQUE,
ci-après dénommé « la Belgique »,

et

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,
LA SCIENCE ET LA CULTURE,
ci-après dénommée « l'UNESCO »,

Considérant la Convention créant l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, adoptée à Londres le 16 novembre 1945, avec modifications ;

Considérant que l'UNESCO souhaite ouvrir à Bruxelles un Bureau de liaison auprès des Institutions de l'Union européenne (dénommé ci-après « le Bureau ») ;

Considérant la Convention sur les privilèges et immunités des Institutions spécialisées du 21 novembre 1947, y compris son Annexe IV (dénommée ci-après « la Convention ») ;

Considérant qu'il importe de prévoir des dispositions particulières, complémentaires aux dispositions de la Convention, concernant les privilèges et immunités dont le Bureau peut bénéficier sur le territoire belge ;

Désireux de conclure, à cet effet, un Accord complémentaire à la Convention ;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

BD

EC

Article 1

1. Le Chef du Bureau bénéficie des privilèges et immunités accordés aux membres du personnel diplomatique des missions diplomatiques. Son partenaire légal et ses enfants mineurs, à charge et vivant à son foyer, bénéficient du statut reconnu au conjoint et aux enfants mineurs, à charge du personnel diplomatique.
2. Sans préjudice de l'article VI, section 19 de la Convention, les dispositions du paragraphe premier ne sont pas applicables aux ressortissants belges.

Article 2

1. Les fonctionnaires de l'UNESCO affectés au Bureau bénéficient de l'exonération de tout impôt sur les traitements, émoluments et indemnités qui leur sont versés par l'UNESCO.
2. Pour l'application du présent article, ainsi que de l'article 3, on entend par fonctionnaire toute personne couverte par les règles statutaires de l'UNESCO, occupant un emploi relevant de la mission de cette Organisation pour une durée minimale d'un an.
3. Les exonérations d'impôts mentionnés au §1 du présent article ne s'appliquent pas aux pensions et rentes versées par l'UNESCO en Belgique à ses anciens fonctionnaires et agents ou à leurs ayant droits.

Article 3

1. Sans préjudice des obligations qui découlent pour la Belgique des dispositions des traités concernant l'Union européenne et de l'application des dispositions légales et réglementaires, les fonctionnaires de l'UNESCO affectés au Bureau jouissent du droit, pendant la période de douze mois suivant leur première prise de fonctions en Belgique, d'importer ou d'acquérir, en exemption des droits à l'importation et de la taxe sur la valeur ajoutée, les meubles meublants et un véhicule automobile destinés à leur usage personnel.
 2. Le Ministre des Finances du Gouvernement belge fixe les limites et les conditions d'application du présent article.
 3. La Belgique n'est pas tenue d'accorder à ses propres ressortissants ou résidents permanents les avantages visés au §1 du présent article.
- RB
RC

Article 4

Le Bureau et son personnel se conformeront aux lois et aux réglementations belges, notamment en matière d'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs. Le Bureau maintient une couverture appropriée en matière d'assurance de responsabilité civile pour les véhicules utilisés en Belgique.

Article 5

Le Gouvernement belge facilite, dans le respect des règlements belges et internationaux, l'entrée et le séjour en Belgique des personnes invitées par le Bureau à des fins officielles, ainsi que leur départ du pays.

Article 6

1. La Belgique et l'UNESCO déclarent leur intention commune de garantir à leurs assurés un niveau élevé de protection sociale.
2. Les fonctionnaires de l'UNESCO optent soit pour l'affiliation aux régimes de sécurité sociale applicables aux fonctionnaires du Secrétariat de l'UNESCO selon les règles de ces régimes, soit pour l'affiliation au régime belge de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Les fonctionnaires de l'UNESCO qui exercent éventuellement en Belgique une autre occupation de caractère lucratif que celle requise par leurs fonctions auprès de l'UNESCO, sont soumis, pour cette occupation, au système obligatoire de protection sociale belge.

3. Le Bureau assurera l'affiliation au régime belge de sécurité sociale des travailleurs salariés de ses fonctionnaires qui n'ont pas opté pour ses régimes propres de sécurité sociale.
4. L'UNESCO s'engage à garantir à ses fonctionnaires en fonction en Belgique qui sont affiliés aux régimes de sécurité sociale assurés par l'UNESCO, ainsi qu'à leur partenaire légal et leurs enfants mineurs, à charge et vivant à leur foyer, des avantages équivalant à ceux prévus par le régime belge de sécurité sociale des travailleurs salariés.
5. La Belgique peut obtenir du Bureau le remboursement des frais occasionnés par toute assistance de caractère social qu'elle serait amenée à fournir aux fonctionnaires de l'UNESCO affectés au Bureau qui sont affiliés aux régimes de sécurité sociale applicables aux fonctionnaires de l'UNESCO. Cette disposition s'applique par analogie à leur partenaire légal et leurs enfants mineurs, à leur charge et vivant à leur foyer.
6. L'Annexe au présent Accord, contenant une clarification au présent article, fait partie intégrante de l'Accord.

Article 7

Les dispositions du présent Accord ne portent pas préjudice aux dispositions de la Convention.

18

FC

Article 8

Chacune des Parties notifie à l'autre partie l'accomplissement des procédures requises pour la mise en vigueur du présent Accord et de son Annexe.

L'Accord et son Annexe entreront en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date d'échange de la dernière notification, avec effet à la date de la signature.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris, le 3 juillet 2013, en deux exemplaires, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE :

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a horizontal stroke.

Francine CHAINAYE
Ambassadeur, Délégué permanent du
Royaume de Belgique auprès de l'UNESCO

POUR L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,
LA SCIENCE ET LA CULTURE :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Irina Bokova' in a cursive script.

Irina BOKOVA
Directrice générale

ANNEXE

A

L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE SUR L'ETABLISSEMENT EN BELGIQUE PAR CETTE ORGANISATION D'UN BUREAU DE LIAISON AUPRES DES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPEENNE

Pour l'application de l'article 6 de l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur l'établissement en Belgique par cette Organisation d'un bureau de liaison auprès des institutions de l'Union européenne, les Parties sont convenues de ce qui suit :

1. Les lois sur la sécurité sociale belge sont d'ordre public, elles priment la volonté des parties (travailleurs, employeurs,...) de sorte que le respect des dispositions des lois du 27 juin 1969 et du 29 juin 1981 (pour les travailleurs) et de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 (pour les indépendants) s'impose à tous. La Loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs pose comme principe qu'une personne qui exerce en Belgique une activité lucrative est soumise au régime belge de sécurité sociale :

« Art. 3. Sans préjudice des dispositions des conventions internationales et des règlements internationaux de sécurité sociale et de l'article 13, alinéa 2, de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, la présente loi s'applique aux travailleurs occupés en Belgique au service d'un employeur établi en Belgique ou attachés à un siège d'exploitation établi en Belgique. »

2. Cette disposition s'applique compte-tenu des conventions internationales et des règlements internationaux de sécurité sociale conclus par la Belgique qui peuvent déroger légalement à l'obligation d'assujettir les personnes au régime belge de sécurité sociale. Les accords de siège conclus par la Belgique reprennent les privilèges et immunités qu'elle octroie à une organisation internationale qui a son siège en Belgique ou y installe un bureau, et à son personnel. Ces accords de siège sont considérés comme des conventions internationales de sécurité sociale si une clause de sécurité sociale y est reprise.
3. En principe, la clause de sécurité sociale généralement accordée par la Belgique prévoit que les fonctionnaires, autres que les ressortissants belges et les résidents permanents en Belgique, peuvent opter, sous certaines conditions, pour le régime propre de protection sociale de l'organisation internationale. Exceptionnellement, l'ensemble du personnel du Bureau de l'UNESCO en Belgique pourra opter, sous certaines conditions, pour le régime propre de protection sociale de l'organisation internationale.
4. Certaines conditions doivent être remplies préalablement à l'octroi de la dérogation d'assujettissement au régime belge de sécurité sociale :
 - l'existence effective d'un régime de protection sociale au sein de l'organisation internationale;
 - l'application effective de ce régime à tous les membres du personnel de l'organisation internationale en activité en Belgique ;
 - la pérennité de ce régime doit être garantie ;
 - les droits acquis doivent être garantis et préservés (ex. pension) ;

18

- l'équivalence entre le régime de protection sociale de l'UNESCO et le régime belge de protection sociale doit être assurée, non seulement au moment de la conclusion de l'accord de siège, mais de manière continue.

5. Le paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord stipule que l'UNESCO « s'engage à garantir à ses fonctionnaires en fonction en Belgique qui sont affiliés aux régimes de sécurité sociale assurés par l'UNESCO, ainsi qu'à leur partenaire légal et leurs enfants mineurs, à charge et vivant à leur foyer, des avantages équivalant à ceux prévus par le régime belge de sécurité sociale des travailleurs salariés. »

Le terme « équivalent » est utilisé à bon escient car les régimes ne sont pas « similaires ». L'équivalence des régimes est établie sur base de la documentation fournie par l'UNESCO.

6. Le paragraphe 5 de l'article 6 de l'Accord vise à garantir que la Belgique ne supportera pas la charge de frais relatifs à des prestations sociales qui seraient octroyées à des membres du personnel de l'UNESCO ayant opté pour le régime propre à l'UNESCO, et en corollaire aux membres de leurs familles. Cette disposition garantit que l'UNESCO respectera ses engagements en matière de protection sociale.
7. L'UNESCO pourrait éventuellement saisir les juridictions belges pour tout litige qui surviendrait. Le juge vérifiera d'office si les conditions de la loi ont été respectées.

18



AKKOORD

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIE

EN

DE ORGANISATIE VAN DE VERENIGDE NATIES VOOR ONDERWIJS,
WETENSCHAP EN CULTUUR

INZAKE

DE VESTIGING IN BELGIE DOOR DEZE ORGANISATIE
VAN EEN VERBINDINGSBUREAU
BIJ DE INSTELLINGEN VAN DE EUROPESE UNIE

AKKOORD
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIE
EN
DE ORGANISATIE VAN DE VERENIGDE NATIES VOOR ONDERWIJS,
WETENSCHAP EN CULTUUR
INZAKE
DE VESTIGING IN BELGIE DOOR DEZE ORGANISATIE
VAN EEN VERBINDINGSBUREAU
BIJ DE INSTELLINGEN VAN DE EUROPESE UNIE

HET KONINKRIJK BELGIE,
hierna genoemd "België"

en

DE ORGANISATIE VAN DE VERENIGDE NATIES VOOR ONDERWIJS,
WETENSCHAP EN CULTUUR,
hierna genoemd "UNESCO"

Gezien het Verdrag tot oprichting van de organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, aangenomen te Londen op 16 november 1945, met aanpassingen;

Overwegende dat UNESCO te Brussel een Verbindingsbureau bij de Instellingen van de Europese Unie wenst te openen (hierna genoemd "Bureau");

Gezien het Verdrag van de Verenigde Naties nopens voorrechten en immuniteiten van de gespecialiseerde organisaties van 21 november 1947, met inbegrip van zijn Annex IV (hierna "het Verdrag");

Overwegende dat het van belang is te voorzien, in bijzondere bepalingen, aanvullend bij de bepalingen van het Verdrag, met betrekking tot de voorrechten en immuniteiten waarvan het Bureau op Belgisch grondgebied kan genieten;

Wensende daartoe een Akkoord te sluiten ter aanvulling van het Verdrag;

ZIJN het volgende overeengekomen:

13

Artikel 1

1. Het Hoofd van het Bureau geniet de voorrechten en immuniteiten toegekend aan de leden van het diplomatiek personeel van de diplomatieke zendingen. Zijn/haar wettige partner en de inwonende minderjarige kinderen, beiden ten laste, genieten het statuut dat wordt toegekend aan de echtgeno(o)t(e) en de minderjarige kinderen, ten laste van het diplomatiek personeel.
2. Onverminderd het bepaalde in artikel VI, afdeling 19 van het Verdrag, is het bepaalde in het eerste lid niet van toepassing op Belgische onderdanen.

Artikel 2

1. Alle ambtenaren van UNESCO, aangesteld bij het Bureau, genieten vrijstelling van elke belasting op de salarissen, emolumenten en vergoedingen welke hen door UNESCO worden uitgekeerd.
2. Voor de toepassing van dit artikel, evenals van artikel 3, worden met "ambtenaren" alle personen bedoeld die onderworpen zijn aan de statutaire regels van UNESCO en die voor een periode van tenminste een jaar een betrekking bekleden gelet op de opdracht van deze Organisatie.
3. De belastingvrijstellingen vermeld in §1 van dit artikel gelden niet voor de pensioenen of renten die UNESCO in België uitkeert aan zijn gewezen ambtenaren en zijn gewezen plaatselijk aangeworven medewerkers of aan hun rechthebbenden.

Artikel 3

1. Onverminderd de verplichtingen die voor België voortvloeien uit de bepalingen van de verdragen betreffende de Europese Unie en uit de toepassing van de wetten en voorschriften, hebben de ambtenaren van UNESCO, aangesteld bij het Bureau, het recht, binnen de twaalf maanden volgend op het tijdstip waarop zij hun functie in België voor het eerst opnemen, meubelen en een motorvoertuig voor persoonlijk gebruik vrij van rechten bij invoer en van belasting over de toegevoegde waarde in te voeren of aan te kopen.
2. De Minister van Financiën van de Belgische Regering bepaalt de perken en de voorwaarden voor de toepassing van dit artikel.
3. België is er niet toe gehouden de in §1 van dit artikel vermelde voordelen aan eigen onderdanen of vaste ingezetenen toe te kennen.

Artikel 4

Het Bureau en zijn personeel dienen zich te houden aan de Belgische wetten en voorschriften, met name op het gebied van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen. Het Bureau zorgt voor een aangepaste burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering voor wat de in België gebruikte voertuigen betreft.

Artikel 5

De Belgische Regering vergemakkelijkt, binnen het kader van de Belgische en internationale wetgeving terzake, de toegang tot België, het verblijf op zijn grondgebied en het vertrek uit het land van personen die voor officiële doeleinden door het Bureau worden uitgenodigd.

Artikel 6

1. België en UNESCO geven uiting aan hun gemeenschappelijk voornemen in te staan voor een hoog niveau van sociale bescherming voor de personen die door hen worden verzekerd.
2. De ambtenaren van UNESCO kiezen hetzij voor aansluiting bij de sociale zekerheidsstelsels die van toepassing zijn op de ambtenaren van het Secretariaat van UNESCO, overeenkomstig de voorschriften van deze stelsels, hetzij voor aansluiting bij het Belgische stelsel van sociale zekerheid voor werknemers.

De ambtenaren van UNESCO die in België eventueel een andere winstgevende activiteit uitoefenen dan die welke is vereist door hun officiële functie, zijn, voor wat deze activiteit betreft, aangesloten bij het verplichte Belgische stelsel van sociale zekerheid.

3. Het Bureau dient ervoor te zorgen dat zijn ambtenaren die niet gekozen hebben voor de sociale bescherming van UNESCO, aangesloten worden bij het Belgische stelsel van sociale zekerheid voor werknemers.
4. UNESCO verbindt zich ertoe zijn ambtenaren die een functie uitoefenen in België en die aangesloten zijn bij de sociale zekerheidsstelsels aangeboden door UNESCO, evenals aan hun wettige partner en inwonende minderjarige kinderen, beide ten laste, voordelen te garanderen die evenwaardig zijn aan deze waarin het Belgische sociale zekerheidsstelsel voorziet.
5. België kan van UNESCO de terugbetaling verkrijgen van de kosten veroorzaakt door elke bijstand van sociale aard die het mocht hebben verleend aan ambtenaren van UNESCO, aangesteld bij het Bureau, die aangesloten zijn bij de sociale zekerheidsstelsels die op de ambtenaren van UNESCO van toepassing zijn. Deze bepaling is naar analogie eveneens van toepassing op hun wettige partner en inwonende minderjarige kinderen, beide ten laste.
6. De Bijlage bij dit Akkoord, die een interpretatieve verklaring van dit artikel bevat, maakt integraal deel uit van het Akkoord.

Artikel 7

De bepalingen van dit Akkoord doen geen afbreuk aan de bepalingen van het Verdrag.

Artikel 8

Elke Partij brengt de andere Partij ervan in kennis dat is voldaan aan de vereiste procedures voor de inwerkingtreding van dit Akkoord en zijn Bijlage.

Het Akkoord en zijn Bijlage treden in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum van de laatste kennisgeving, met terugwerking tot de datum van ondertekening.

TEN BLIJKE WAARVAN, de gevolmachtigden van de Partijen dit Akkoord hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs, op 3 juli 2013, in tweevoud, in de Franse en de Nederlandse taal, zijnde de twee teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË :



Francine Chainaye
Ambassadeur, Permanent
Vertegenwoordiger bij de UNESCO

VOOR DE ORGANISATIE
VAN DE VERENIGDE NATIES
VOOR ONDERWIJS, WETENSCHAP
EN CULTUUR :



Irina Bokova
Directeur-generaal

BIJLAGE

BIJ

HET AKKOORD TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIE EN DE ORGANISATIE VAN DE VERENIGDE NATIES VOOR ONDERWIJS, WETENSCHAP EN CULTUUR INZAKE DE VESTIGING IN BELGIE DOOR DEZE ORGANISATIE VAN EEN VERBINDINGSBUREAU BIJ DE INSTELLINGEN VAN DE EUROPESE UNIE

Voor de toepassing van artikel 6 van het Akkoord tussen het Koninkrijk België en de Organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur inzake de vestiging in België door deze Organisatie van een verbindingsbureau bij de instellingen van de Europese Unie, zijn de Partijen het volgende overeen gekomen:

1. De Belgische wetten op de sociale zekerheid zijn van openbare orde. Zij hebben voorrang op de wil van de partijen (werknemers, werkgevers, ...), wat betekent dat de bepalingen van de wetten van 27 juni 1969 en van 29 juni 1981 (voor de werknemers) en van het Koninklijk Besluit van 27 juli 1967 (voor de zelfstandigen) algemeen bindend zijn. De wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders stelt als algemeen beginsel dat een persoon die in België een winstgevende activiteit uitvoert onderworpen is aan het Belgisch stelsel van sociale zekerheid:

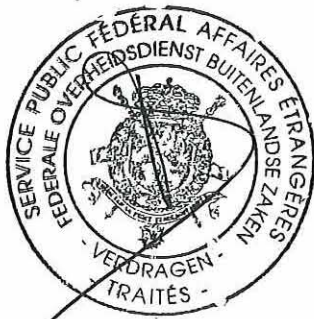
"Art. 3. Onverminderd het bepaalde in internationale overeenkomsten en verordeningen inzake sociale zekerheid en artikel 13, tweede lid, van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, is deze wet van toepassing op de werknemers die in België in dienst zijn van een in België gevestigde werkgever of verbonden zijn aan een in België gevestigde exploitatiezetel."

2. Deze bepaling is van toepassing rekening houdend met de door België gesloten internationale overeenkomsten en de internationale reglementen die wettelijk kunnen afwijken van de verplichte aansluiting bij het Belgisch stelsel van sociale zekerheid. De zetelakkoorden die door België worden gesloten bevatten de voorrechten en immuniteiten die worden toegekend aan internationale organisaties die hun zetel of een bureau vestigen in België, en aan hun personeel. Deze zetelakkoorden worden beschouwd als internationale overeenkomsten betreffende sociale zekerheid indien zij een sociale zekerheidsclausule bevatten.
3. In principe voorziet de sociale zekerheidsclausule die gewoonlijk door België wordt toegekend dat de ambtenaren, die geen Belgisch onderdaan zijn of hun hoofdverblijfplaats niet in België hebben, onder bepaalde voorwaarden kunnen kiezen voor het eigen sociale zekerheidsstelsel van de internationale organisatie. Uitzonderlijk zullen alle personeelsleden van het Bureau van UNESCO onder bepaalde voorwaarden kunnen kiezen voor het eigen sociale zekerheidsstelsel van deze Organisatie.
4. Vooraleer vrijstelling van verplichte aansluiting bij het Belgische sociale zekerheidsstelsel kan worden toegestaan, moeten een aantal voorwaarden vervuld zijn:
 - de daadwerkelijke aanwezigheid van een stelsel van sociale bescherming binnen de internationale organisatie;
 - de daadwerkelijke toepassing van dit stelsel op alle personeelsleden van de internationale organisatie die een functie uitoefenen in België
 - de duurzaamheid van dit stelsel moet gewaarborgd zijn;
 - de verworven rechten moeten gewaarborgd zijn en kunnen behouden blijven (bv. pensioenrechten);
 - de evenwaardigheid van het stelsel van sociale verzekering van UNESCO met het Belgische sociale zekerheidsstelsel moet permanent verzekerd zijn, en niet alleen op het ogenblik van de ondertekening van het zetelakkoord.

5. Artikel 6, paragraaf 4 van het Akkoord bepaalt: *"UNESCO verbindt zich ertoe zijn ambtenaren die een functie uitoefenen in België en die aangesloten zijn bij de sociale zekerheidsstelsels aangeboden door UNESCO, evenals aan hun wettige partner en inwonende minderjarige kinderen, beide ten laste, voordelen te garanderen die evenwaardig zijn aan deze waarin het Belgische sociale zekerheidsstelsel voorziet."*

De term "evenwaardig" is met opzet gekozen omdat de stelsels niet "gelijk" zijn. De evenwaardigheid van de stelsels wordt gewoonlijk vastgesteld op basis van informatie die door de internationale organisatie ter beschikking wordt gesteld.

6. Artikel 6, paragraaf 5 van het Akkoord beoogt te verhinderen dat België de kosten zou moeten ten laste nemen, veroorzaakt door bijstand van sociale aard die het zou hebben verleend aan personeelsleden van UNESCO, en bij uitbreiding aan leden van hun families, die hebben gekozen voor het eigen stelsel van UNESCO. Deze bepaling biedt de verzekering dat de internationale organisatie haar verplichtingen op het vlak van de sociale verzekering zal nakomen."
7. In geval van betwisting kan de internationale organisatie zich eventueel wenden tot het Belgische gerecht. De rechter zal oordelen of de voorwaarden voorzien door de wet werden gerespecteerd.



COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT

Bruxelles,
Brussel,

11 JUL. 2019

Le Chef du Service des Traités du
Service Public Fédéral Affaires Étrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen van de
Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van België